

En fin de compte, l'auteur s'ancre dans la distinction canonique entre l'histoire analytique et l'histoire herméneutique qu'il semble identifier à la distinction entre l'objectivation et le vécu, dont la discussion nous entraînerait loin (l'usage de Gadamer semble assez maladroit), et dans l'appréciation réjouie que les scientifiques indiens ne se sentent pas incités à développer un tempérament scientifique qui irait au-delà de la pratique de la science elle-même (p. 373). Très saine position antiscientiste qui horrifierait un Dawkins, mais la province euro-atlantique compte bien des gens différents des Dawkins, des Dennett, des Damasio, des Changeux, et il n'est peut-être pas nécessaire de recourir à Heidegger, Paul de Man, Giorgio Agamben ou Slavoj Žižek pour tenir des positions de solide et subtil bon sens dans un livre dont le principal mérite est de nous raconter de passionnantes histoires (le long chapitre 5, « Cruauté domestique et naissance du sujet » est exemplaire) qui élargissent notre vue du sociopolitique sans pour autant que la théorisation qui en découle soit entièrement convaincante.

Jean Leca -
Sciences Po Paris

Abensour (Miguel) - Pour une philosophie politique critique. Itinéraires. - Paris, Sens & Tonka, 2009.
400 p.

L'œuvre de Miguel Abensour témoigne sur une quarantaine d'années de la singularité et de la richesse d'un parcours intellectuel issu en grande partie d'une lecture critique de Marx. Celle-ci, dessinée par l'école de Francfort puis développée en France autour du groupe Socialisme ou Barbarie, visait à défaire l'alliance trop souvent considérée comme inévitable entre pouvoir et domination. On doit donc saluer la parution de cet ouvrage qui, recueillant une quinzaine de textes publiés entre 1974 et 2006, témoigne de la continuité d'une ardente démarche pour penser le politique et en traquer les abandons. Deux foyers principaux organisent cette réflexion.

Le premier s'attache, dans la ligne d'Arendt et de Lefort, à préciser et approfondir les ressorts de l'emprise totalitaire en s'interrogeant sur le caractère politique ou non de cette domination. L'enjeu est évidemment de taille, qui dépasse la seule compréhension des régimes hitlérien et stalinien, puisqu'il s'agit de décider si le totalitarisme

doit être conçu comme le politique porté à son faite – ce qui implique que la dépolitisation est une issue au mal absolu – ou s'il peut au contraire être pensé comme la destruction du politique, comme une sortie de la condition politique de l'homme – ce qui engage à chercher la restauration d'une existence politique consistante et digne. Si le totalitarisme, comme le pense Abensour après Arendt, est une « expérience du désert », une entreprise de désolation qui cherche à en finir avec la condition humaine, alors il ne peut être conçu comme un excès de politisation, sauf à mésinterpréter l'essence du politique en confondant pouvoir et domination, légalité et violence, action et mouvement.

Le second foyer arrime la question de l'émancipation à l'identité même de la philosophie politique. Cette question de l'émancipation, c'est d'abord, dans la relecture de La Boétie et dans la découverte de Clastres, l'étrange et inquiétant soupçon d'une complicité secrète entre le dominant et le dominé, d'un acquiescement de nature projective et libidinale de l'assujetti à la contrainte qui l'étreint. Mais c'est aussi, dans le sillage du Machiavel des *Discorsi*, la conviction que la liberté ne s'ente pas sur l'unité et la concorde mais sur le conflit et la division. Ces deux lignes théoriques concourent à replacer l'énigme de la servitude volontaire dans la dynamique du champ politique et à lui donner sens au regard de la fragilité de la condition ontologique de pluralité. C'est à partir de ce nœud conceptuel qu'Abensour déploie son interrogation sur le destin de la philosophie politique.

Parti, il y a trente ans, d'une position favorable pour parvenir aujourd'hui à une position critique, Abensour rappelle que, dans les années 1960-1970, sous le nom de « philosophie politique » s'exprimait l'espérance de la réactivation d'une « pensée tumultueuse du politique » et la recherche d'une nouvelle pensée de l'émancipation. Il fustige maintenant le retour, sous le même nom devenu trompeur, d'une discipline académique héritant des pesanteurs de la tradition et assumant sa justification de l'ordre établi. Si la philosophie politique est devenue la pensée de « ce qui va de soi » et la sacralisation acritique de la démocratie libérale et représentative, alors il convient de quitter cette posture frileuse pour réveiller une pensée de la liberté et de l'utopie, une pensée de la contestation et de l'émancipation, une pensée contre l'État, qui honore le politique comme heurt d'expériences hétérogènes et

rencontre de subjectivités rebelles. « Démocratie radicale », « démocratie sauvage », « démocratie insurgente », les termes se bousculent pour dire combien la vérité du politique à venir est à l'envers des tentatives contemporaines de mêler la philosophie politique à la philosophie du droit ou à la philosophie morale, de réduire la politique à la gestion des conflits et de l'identifier à la « gouvernance », de négliger par là le ressort de l'intuition démocratique qui est de s'affirmer anarchique, indéterminée, sans fondation dérivée d'une philosophie première, sans principe de certitude. Retrouvant la définition de Rancière du politique comme « institution d'une part des sans-part », c'est-à-dire comme une interruption de la domination dans une dynamique de la mésentente et non de l'union, Abensour fait écho ici – sans toutefois les mentionner – aux thèses de Negri sur la politique comme surgissement de la multitude préexistant à l'unification étatique et « surexistant » à la séparation que lui impose le modèle de la représentation libérale. Mais, au contraire d'Abensour, Negri pense le mouvement de l'histoire comme une domestication indéfinie de la puissance de la multitude et comme un échec perpétuellement recommencé du processus constituant. Car, pour lui, la démocratie s'évanouit dans l'instant même où elle s'institutionnalise : il n'y a pas de démocratie, seulement des moments de surgissement démocratique qui dépérissent aussitôt qu'ils se pensent sous les espèces de l'État, de l'institution et du droit. C'est peut-être ce dernier moment du raisonnement qui manque à la démonstration d'Abensour alors qu'il est appelé par ses prémisses. Mais peut-être est-ce là ce qui séduit dans sa réflexion : le refus de laisser périr dans les rêts de la raison les rêves d'un inédit et la foi dans la puissance de l'insu.

Jean-Marie Donégani -
Sciences Po Paris

Jayyusi (Lena) - *Catégorisation et ordre moral.* -
Paris, Economica, 2010 (Études sociologiques).
Traduit de l'anglais par Michel Barthélémy
(1^{re} éd. américaine : 1984). 302 p.

On doit au travail de Michel Barthélémy la traduction d'un des ouvrages les plus remarquables de l'ethnométhodologie et de sa contribution aussi bien à la compréhension de l'ordre social que de la philosophie morale. Ce n'était pas une mince affaire : malgré la cohérence

et la précision de sa pensée (et peut être, du reste, à cause de cela), Lena Jayyusi n'est pas facile à traduire. Le faire implique préalablement une intelligence de son œuvre et de la manière dont l'ethnométhodologie considère les phénomènes sociaux. Le traducteur possède à l'évidence cette double compétence.

L'ouvrage de L. Jayyusi est particulièrement ambitieux même si son propos apparaît d'une totale simplicité : analyser la manière dont nos catégorisations – pour le dire vite, l'attribution de caractéristiques génériques à des personnes – mettent en place un ordre moral conséquentiel, c'est-à-dire ayant des effets précis sur des personnes précises. C'est en cela que l'ouvrage possède une dimension à la fois militante et politique, qui, pour une fois, ne nuit en rien à la rigueur. L'analyse des catégorisations, au sens où l'entend l'auteur, est une analyse entièrement située. Elle ne se fonde pas sur l'herméneutique des termes utilisés mais sur ce qu'ils notifient en situation et en contexte. Cela signifie que leur sens émerge de la situation dans laquelle ils sont employés. Cette base est constituée par les échanges conversationnels des interactants, puisque c'est à l'occasion de ces échanges que s'opère le travail de catégorisation. En parlant, nous utilisons des termes ; ces termes, lorsqu'ils portent sur des personnes, procèdent à des opérations d'évaluation de ce qu'elles sont, de ce qu'elles font et de ce qu'elles pourraient faire. Ils sont donc moralement implicatifs, puisqu'ils induisent telle ou telle attitude de notre part ou de la part d'autrui vis-à-vis des personnes dont nous parlons. C'est précisément ce caractère implicatif des catégorisations opérées au fil des interactions qui met en place un ordre moral. Il en découle deux choses : 1/ la morale n'est pas une production transcendante qui s'actualiserait éventuellement dans des pratiques, mais émerge de la logique même des jeux de catégorisation impliqués par les échanges langagiers ordinaires ; 2/ de ce fait, elle n'est pas nécessairement cohérente et objectivable selon une hiérarchie de normes. Au contraire, elle est fabriquée de manière contingente par la trame de nos pratiques qui « engendre la possibilité de systèmes moraux divergents, de l'accord et du désaccord. Cette trame fonde la complexité et la diversité, aussi bien que l'ordre et les conventions de la vie sociale » (p. 62).

Il ne d'agit pas pour autant de relativisme éthique ; nous avons plutôt affaire à ce que l'on pourrait qualifier de relativisme épistémologique.